
LA BUREAUCRATISATION EN URSS, ET LES MOYENS DE LA CONJURER

Les bolcheviks, nous l'avons vu, n'ont eu de cesse de soutenir tous les organismes spontanément créés par les masses en révolution : comités d'usine, comités de quartier, garde rouge. Et c'est aussi pour cela qu'ils ont gagné la confiance populaire. Certes, ils ont pratiqué, on l'a dit, les mêmes petites manœuvres aux sommets du Soviet, des syndicats, que les autres partis politiques, manœuvres qui déforment ou limitent la nouvelle vie démocratique née d'en bas. Mais cela ne les a pas empêchés de gagner l'opinion. Ils ont su attendre que celle-ci soit réellement convaincue que les autres forces politiques n'étaient pas dignes de confiance. Et ils l'ont aidée à remporter la victoire de la prise du pouvoir à ce moment-là. L'on peut donc dire que leur attitude a été, sur le fond, démocratique.

N'empêche ! Aux procédés de bureaucratisation que l'on a vus se mettre en œuvre dès le premier jour du premier soviets, du fait des directions des partis socialistes, vont s'ajouter d'autres pratiques. Ferro les appelle « la bureaucratisation par le bas », par opposition à celle que l'on a déjà vue. Et il donne l'exemple des comités de quartier.

Une statistique nous dit que sur un échantillon de mille membres des soviets de quartier, 60% sont des ouvriers, qui travaillent dans le quartier, 25% sont des soldats encasernés dans le quartier, 10% sont des militants syndicaux et 5%, enfin, sont des employés, fonctionnaires ou professions libérales diverses.

« À les suivre de près, nous dit Ferro, on observe que, pendant quelque temps, ils n'abandonnent pas complètement leur activité d'origine. Ils passent une partie de la journée à l'usine ou à la caserne, une autre au comité. Plus tard, dès qu'ils reçoivent une rémunération du comité, ils cessent d'être tout à fait des travailleurs d'usine ou des soldats ; ce sont des permanents qui s'acquittent de responsabilités, non pour un parti politique, mais pour des concitoyens ; ils leur trouvent un logement, les aident à percevoir une pension, assurent la garde des enfants, etc. Avec le temps, ils se séparent de plus en plus de leur groupe social d'origine, ne sont plus ouvriers ou soldats que de nom, et leur mode de vie diffère de plus en plus de celui de leurs anciens camarades d'usine ou de régiment. (...) Ils constituent ainsi un groupe social nouveau dont les caractéristiques se sont dégagées peu à peu : nouvelle source de revenus, activité inédite dans la société, solidarité fonctionnelle avec le parti bolchevik, rupture avec les activités de leur classe d'origine. »

Finalement, au bout d'un certain temps, note Ferro, ce sont des permanents qui se mettent en place, le nombre de personnes qui viennent aux réunions se met alors à diminuer, les assemblées deviennent moins fréquentes, alors que les réunions restreintes du comité exécutif le sont plus.

Que pourrait-on faire très concrètement pour limiter les risques d'une telle bureaucratisation « par en bas » ? Tant que l'on reste imprégné par les habitudes de la démocratie bourgeoise, il n'y a pas vraiment de solution. Mais si l'on se souvient de la démocratie bien plus profonde, socialement, qu'a connue Athènes, on voit une possibilité. Si la

population d'un quartier a les moyens financiers, humains, organisationnels, de se doter de quelques personnes dont cela devient le nouveau métier que de s'occuper des permanences du comité de quartier, elle devrait avoir aussi bien les moyens de mettre en place un tirage au sort, pour des périodes limitées, avec des règles obligeant à une rotation de cette responsabilité, le tout avec l'idée de faire participer non pas une personne qui devient un spécialiste, mais le plus grand nombre possible de volontaires.

Et l'objectif serait de veiller à ce que cette nouvelle pratique devienne une habitude au bout d'un temps suffisant, de manière à ce qu'elle soit finalement une seconde nature, et ne risque plus de tomber dans la forme de bureaucratisation que l'on veut justement éviter.

Dans le cas de la jeune URSS, les permanents des comités de quartier vont devenir des soutiens inconditionnels du régime bolchevik. Ils en accepteront toutes les attitudes, car leur existence est liée au nouveau pouvoir. C'est donc un corps séparé de la population, mais qui provient des milieux populaires, qui se greffe ainsi à l'État nouveau en train de se former. C'est le cas dans les quartiers. C'est aussi le cas des anciens gardes rouges, qui seront incorporés dans l'Armée rouge, et qui passeront ensuite dans l'administration. Comme les anciens ouvriers des comités de quartier, ces anciens paysans sont attachés au nouvel État et se montrent inconditionnels du nouveau régime, y compris lorsque les bolcheviks sont seuls à assurer le pouvoir.

On le voit, les choses sont complexes. Car d'un côté, on assiste « *pour la première fois*, dit Ferro, au fait que *les classes populaires participaient ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd* ». Mais cette participation, qui ressemble encore un peu trop à la manière de gouverner du monde bourgeois, est propice à développer une nouvelle caste séparée, une nouvelle bureaucratie, et par voie de conséquence, au lieu de favoriser l'extinction de l'État, le voit s'enkyster, même si c'est sous une forme différente de celle que l'on avait pu connaître auparavant.

Un rapport de la revue *Kommunist* éditée par les communistes de gauche, écrit ainsi dès 1918 : « *Après avoir détruit l'ancien appareil d'État et écarté les fonctionnaires qui l'avaient servi, la révolution d'Octobre a mis la classe ouvrière devant la nécessité de créer une nouvelle machine étatique, adaptée au changement de régime social. Un vaste champ s'est ouvert pour un travail actif d'organisation et des dizaines de milliers de gens ont reçu la possibilité d'utiliser leurs dons et leurs capacités dans les organisations soviétiques. De qui se composait cette armée de permanents des Soviets qui s'est ruée sur les divers commissariats et commissions, directions et sections, bureaux et comités ?*

« *Évidemment, les vieux militants expérimentés du parti y ont pénétré en priorité ; cependant, si nous voulons être de sobres réalistes, il nous faut reconnaître que seule une partie insignifiante d'entre eux est suffisamment active pour penser au développement ultérieur de la révolution, à son mouvement en avant ; quant à la majorité des membres du parti, fatigués des longues pérégrinations de l'émigration, de l'activité épuisante de la clandestinité, de la vie pleine de dangers du révolutionnaire, aujourd'hui, après la victoire du prolétariat, elle aspire à une activité tranquille et pacifique lors de la construction du socialisme : ce groupe est enclin à considérer sa présence dans les organisations soviétiques comme l'achèvement naturel et le couronnement de son dur travail préalable et, malgré lui, il commence à adopter une attitude hostile et à éprouver une crainte cachée à l'égard de toutes les mesures extrêmes, susceptibles de troubler la tranquillité acquise avec tant de peine. »*

Le journal énumère ensuite une couche semi-intellectuelle, qui n'avait pas de débouchés sous l'ancien régime, et qui vient d'en trouver un, du fait du sabotage technique par l'ancien personnel. Et il y a également « *ce public sans vergogne qui est prêt à servir n'importe qui et sous n'importe quel régime et qui aujourd'hui, sans la moindre lutte intérieure, "s'est infiltré" dans le pouvoir soviétique* ». Ainsi qu'une « *multitude de techniciens et spécialistes de toute sorte qui n'éprouvent aucune sympathie pour le pouvoir des Soviets et qui ne se sont mis à son service que pour toucher beaucoup d'argent* ».

Ce texte, qui date, répétons-le de 1918, conclut ainsi : « *Nous sommes loin de soutenir que le personnel soviétique s'est déjà transformé en une bureaucratie de la dernière édition, aussi irrémédiablement coupée des masses que ce qui est arrivé, par exemple, avec les cadres supérieurs des syndicats allemands, mais il est incontestable qu'il existe une tendance en ce sens. Il va de soi qu'il n'est pas question ici de la mauvaise volonté d'individus isolés ni d'une quelconque originalité de la révolution russe : un tel danger menace n'importe quelle révolution socialiste, car le régime capitaliste a pris toutes les mesures pour détruire à la racine toute initiative des masses et pour les habituer à l'idée que l'administration de l'État doit se faire en dehors d'elles par des gens spécialement instruits pour cela (les fonctionnaires).* »

Une fois victorieux, les bolcheviks mettent en place de nouvelles institutions, tels le Commissariat aux nationalités, le Komintern, le Kominform, où sont placés des militants éblouis, russes ou non russes, qui vont servir de diverses couvertures aux bolcheviks. S'en suivent des décisions que Ferro qualifie d'autoritaires : tous les membres du nouveau gouvernement, qui prend le nom de Soviet des commissaires du peuple, tous sont bolcheviks ; il n'y a même pas un SR de gauche, ce que critiquent y compris des bolcheviks eux-mêmes.

S'en suit un décret qui suspend les journaux « *hostiles au pouvoir des soviets* », sans même que les soviets soient consultés. En fait, c'est toute la presse qui est contrôlée. Pour Ferro, les bolcheviks pratiquent ainsi l'amalgame, dès le premier jour du nouveau pouvoir. Puis ce sont des actes autoritaires qui vont viser les oppositions politiques, surtout socialistes et anarchistes. Après un attentat commis par un SR de gauche contre l'ambassadeur d'Allemagne pour protester contre la paix de Brest-Litovsk, Lénine fait arrêter tous les délégués SR de gauche au 3^e Congrès des Soviets. En avril 1918, 600 anarchistes sont arrêtés.

Toutes ces pratiques sont, au moins discutables, si ce n'est condamnables. Avec le recul que nous connaissons aujourd'hui, en sachant ce que sera le pouvoir prétendument soviétique qui va s'instaurer, on ne peut qu'être indigné devant de tels actes. Mais si l'on se replace en cette fin d'année 1917, on a une perspective sensiblement différente. L'immense majorité de la population laborieuse est acquise aux bolcheviks, qui seuls ont osé en finir avec l'ancien pouvoir. Et cette population n'a absolument pas en tête une vision qui serait pluraliste de la démocratie. Les soviets locaux n'attendent même pas les décrets de Petrograd ou de Moscou pour prendre toutes les mesures les plus radicales.

Ferro parle d'un absolutisme communiste, celui des bolcheviks, mais aussi d'un « *absolutisme des soviets* », du peuple : « *On assiste à un double mouvement : d'une part, un mouvement émanant du parti communiste qui triomphe de ses adversaires politiques, les liquide et se substitue d'abord aux soviets, à d'autres institutions ensuite, les maintenant ou non en place pour autant qu'il agit par le relais de leur légitimité ; d'autre part, un mouvement émanant de la société qui envahit les institutions nouvelles, y compris le parti.* »

En fait, la radicalisation des masses, qui n'a cessé de monter jusqu'à l'insurrection d'Octobre, va soudain exploser, passant à un niveau encore au-dessus, amenant les ouvriers à s'organiser et commencer à vouloir imposer leurs volontés dans les usines, les paysans à s'emparer d'une partie des terres. Et comme, seuls depuis les débuts de la révolution, les bolcheviks avaient refusé de collaborer avec le gouvernement socialiste, les masses elles-mêmes se comportent comme si elles ne souhaitent voir que des bolcheviks gérer le pouvoir. Pire, la résistance des grands propriétaires, des patrons d'usine, va exaspérer plus encore ces masses, au lendemain d'Octobre, les obligeant à des mesures de force, laissant encore moins place à toute idée de pluralisme politique.

« Spontané, l'absolutisme populaire ne fut pas nécessairement violent, au moins à l'origine. À la campagne comme à la ville, il exprimait une certitude : sa foi en un régime social fondé sur le juste droit, sur l'équité. À la campagne par exemple, les moujiks entendaient partager les terres que le grand propriétaire laissait en friches, ses forêts. Son refus les amena à instituer le partage égal des terres, chacun disposant d'un nombre de déciatines proportionnel au nombre de bouches à nourrir ; il n'y eut pas de dépossession totale. Devant un nouveau refus, la colère et la violence prirent la relève des bons sentiments, le coq rouge se mit à chanter, le sang coula et les demeures flambèrent. Le processus fut le même à la ville. Les travailleurs demandaient que leur fussent accordées des conditions de vie moins inhumaines. Ce fut le refus, brutal ou rusé, des possédants, qui amena l'occupation des usines, la séquestration des patrons, puis, après Octobre, la vengeance contre les bourgeois. »

Et Ferro de conclure : *« La terreur politique, qui écarte bientôt tous les non-bolcheviks des institutions révolutionnaires, fonctionne à la base des institutions **avant même** que le pouvoir bolchevik ne déclare illégaux les autres partis socialistes. »*

Le parti bolchevik ne réussira pas à empêcher que sa situation de parti unique, se considérant seul représentant du prolétariat ne devienne un parti dictatorial et au bout du compte un parti contre-révolutionnaire, qui va user de l'autorité morale de la réussite d'Octobre pour mieux contrôler et asservir les jeunes communistes du monde entier au travers du contrôle des organisations qu'ils créent. Le stalinisme, victorieux des dernières forces révolutionnaires, va ainsi dévoyer le combat social pour plusieurs générations.

En conclusion de cette étude, nous pensons pouvoir répondre ici au monde bourgeois lorsqu'il accuse le programme communiste d'avoir mené l'URSS à la dictature et au totalitarisme. Pour nous, c'est très exactement le contraire qui s'est produit. Ce sont les restes des pratiques bourgeoises en matière de vie politique et de démocratie qui ont fait dégénérer l'URSS et sa révolution. Tout ce qui fait des professionnels de la politique, ou de l'administration de l'Etat, est dangereux. Les habitudes démocratiques bourgeoises sont dangereuses : l'élection est dangereuse, puisqu'elle sélectionne des personnes particulières, au-dessus de celles et ceux qui les ont élues.

Lénine s'est-il trompé lorsqu'il décrit dans l'Etat et la révolution la nécessité de mettre en place un Etat ouvrier de transition au lendemain de la révolution (tout en soulignant que cet Etat est déjà en voie d'extinction) ? Nous ne le pensons pas. Car ce qui se passe en Russie à partir du 28 Février 1917, c'est bel et bien la mise en place, spontanée, d'un Etat ouvrier. C'est la mise en place d'une force organisée de la population, pour commencer à exiger, puis à imposer aux couches dirigeantes, des changements sociaux.

Si erreur il y a, elle a été dans la suite des événements. Personne n'a vu ou su voir en quoi consistait la mise en place de permanents, devenant des spécialistes et des experts, qui finiront par former une couche de dirigeants, au mode de vie et aux intérêts séparés et distincts de la population elle-même. Nous l'avons souligné avec le cas des comités de quartier.

Nous sommes conscients de ne pas disposer des réponses à tous les problèmes qui se sont posés et que nous avons croisés dans cette étude. Mais nous pouvons affirmer que, non, ce ne sont pas les spécificités du véritable programme communiste qui ont failli et perverti la jeune URSS, ce sont au contraire les gestes, les pratiques, les restes du vieux système démocratique bourgeois, encore trop présent, trop repris, pas assez libéré, qui ont fini par étouffer l'idéal révolutionnaire.

Il reste encore des questions sans solution, auxquelles seuls de futurs événements pourront apporter des réponses. Il y a en particulier les problèmes que posent les fonctionnements naturels des partis politiques : l'objectif d'hégémonie qu'ils se donnent, leur étanchéité envers ceux qui n'adhèrent pas, leur méfiance envers toute autre organisation que la leur et qu'ils ne contrôlent pas, leur recherche systématique de ce contrôle.

Notre programme doit permettre que les mêmes qui travaillent et sont exploités puissent, en même temps, faire de la politique, être membres des comités divers, exercer un contrôle le plus entier sur la nouvelle vie. Il nous semble vital qu'une place réelle soit partout et en tous temps laissée à ceux que l'on peut appeler les militants du mouvement : sans adhérer à l'une ou l'autre des organisations déjà en place, ils ou elles font le mouvement.

Si l'on veut donc éviter que se forme une nouvelle couche séparée de la population elle-même, nous ne voyons qu'une solution : du côté de l'idée athénienne de participation très large de la population à la vie politique, par le partage des tâches ou des postes, par une limitation à un ou deux ans à ces postes, par des mesures particulières qui permettent de maintenir à l'écart du pouvoir les experts dont on peut avoir besoin, et par un tirage au sort qui mette tout le monde à égalité.

Certes, le mouvement ouvrier, que ce soit du vivant de Marx avec la Commune de Paris, ou avec l'avancée au niveau d'un pays qu'a été la Révolution russe, n'a jamais envisagé l'idée du tirage au sort. Nous l'avons déjà dit avec la Commune de Paris, sans doute est-ce dû au fait que le mouvement ouvrier a dû longtemps combattre pour simplement avoir le droit de vote, et que ce long combat a fini par idéaliser un peu trop le principe de l'élection. D'ailleurs, aujourd'hui encore, un sincère droit de vote est loin d'être simplement donné à l'ensemble de l'humanité.

Le problème, c'est que la simple élection, nous l'avons souligné, amène au pouvoir d'une manière que l'on peut dire héritée d'un long passé, des catégories plus favorisées. Dans le cas de la classe ouvrière, nous avons étudié par ailleurs qu'existe ou que se forme, partout, toujours, dans quelque partie de la classe ouvrière que l'on considère, une fraction que nous appelons aristocratie ouvrière. Et cette fraction aura pour réaction, elle aussi héritée du passé, de préférer en finir avec les bouleversements révolutionnaires, puisqu'elle se vit d'ores et déjà comme plus favorisée, ayant échappé à la prolétarianisation.

Nous sommes pour notre part convaincus, si l'on veut que ceux qui travaillent soient ceux qui mènent et dirigent la vie politique, et que ne s'instaure pas une séparation mortelle,

qu'il faudra en revenir à une forme de gouvernement qui reprenne les idées essentielles de la démocratie athénienne. Mais il est hors de question qu'un militant se mette, tout d'un coup, dans le cadre d'une grève par exemple, à demander un tirage au sort. Le mot et la pratique ne peuvent que faire penser à des jeux de hasard, avec leur côté de tricherie, puisque, par derrière, c'est l'État qui est le vrai gagnant. Nous sommes donc obligés de procéder plus ou moins progressivement.

Aussi les militants des luttes à venir devraient-ils sans doute s'attacher à profiter des moments de lutte pour commencer par instaurer ce qui est le pendant au tirage au sort et peut en préparer l'idée : une rotation des tâches, ouverte au plus grand nombre possible de volontaires. L'idée de tirage au sort pour déterminer le choix n'est alors plus bien loin. Elle rendra alors nettement plus claire celle qui met vraiment tout le monde à égalité, et qui rend tout un chacun capable de participer pleinement, l'idée que la direction de notre vie peut être réellement partagée par tous, et non pas déléguée à des « représentants ».

(extrait de E42- La démocratie)

Octobre 2018